

Le délai visé à l'article 105, § 6, alinéa 3, de la loi est de deux mois.

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

**Art. 13.** Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 avril 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
A. DE CROO

La Ministre des Télécommunications,  
P. DE SUTTER

La Ministre de la Défense,  
L. DEDONDER

Le Ministre de la Justice,  
V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre de l'Intérieur,  
A. VERLINDEN

La Ministre des Affaires étrangères,  
H. LAHBIB

De termijn bedoeld in artikel 105, § 6, derde lid, van de wet is twee maanden.

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepalingen*

**Art. 13.** De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 april 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste minister,  
A. DE CROO

De Minister van Telecommunicatie,  
P. DE SUTTER

De Minister van Defensie,  
L. DEDONDER

De Minister van Justitie,  
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. VERLINDEN

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
H. LAHBIB

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2023/41948]

16 AVRIL 2023. — Arrêté royal relatif aux comptes consolidés des entreprises d'assurance et de réassurance

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté soumis à Votre signature vise à adapter les règles applicables aux comptes consolidés des entreprises d'assurance et de réassurance de droit belge, lesquelles font actuellement l'objet de l'arrêté royal du 27 septembre 2009 relatif aux comptes consolidés des entreprises d'assurances et des entreprises de réassurances (ci-après « l'arrêté royal du 27 septembre 2009 »).

Il convient de rappeler qu'en application de l'article 3:39, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Code des sociétés et des associations, les règles de ce Code relatives aux comptes consolidés ne s'appliquent aux entreprises d'assurance et de réassurance de droit belge que dans la mesure où le Roi n'y déroge pas. Dès lors, toutes les dispositions du chapitre 2 du titre I<sup>er</sup> du livre 3 de la partie 1 du Code s'appliquent à ces entreprises, sous réserve des dispositions prévues par le projet d'arrêté.

Les modifications poursuivent des objectifs limités. D'une part, il s'agit d'adapter les normes réglementaires à l'évolution du cadre légal. D'autre part, il est proposé de supprimer une condition relative à l'exemption de sous-consolidation.

Compte tenu du fait que les évolutions du cadre légal et réglementaire survenues depuis 2009 nécessitent l'adaptation de la plupart des dispositions de l'arrêté royal du 27 septembre 2009, que certaines dispositions transitoires n'ont plus lieu d'être et que le nombre d'articles prévus par l'arrêté royal est limité, il a pour des raisons légistiques été opté pour la rédaction d'un nouvel arrêté royal.

*Principes généraux*

L'objectif poursuivi par les auteurs du projet d'arrêté est de rendre les dispositions du Code des sociétés et des associations, relatives aux comptes consolidés, entièrement applicables aux entreprises d'assurance et de réassurance de droit belge. Ces entreprises seront donc soumises aux dispositions du droit commun, à savoir les articles 3:22 à 3:36 du Code.

Seules quelques exceptions et modalités sont spécifiquement applicables aux entreprises d'assurance et de réassurance. Il s'agit :

- de la non-application de l'article 3:25 du Code, à savoir la dispense d'établir des comptes consolidés pour les entreprises faisant partie d'un groupe de taille réduite (article 2) ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2023/41948]

16 APRIL 2023. — Koninklijk besluit op de geconsolideerde jaarrekening van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, beoogt de regels aan te passen die gelden voor de geconsolideerde jaarrekening van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen naar Belgisch recht, die momenteel zijn opgenomen in het koninklijk besluit van 27 september 2009 op de geconsolideerde jaarrekening van de verzekeringsondernemingen en de herverzekeringsondernemingen (hierna "koninklijk besluit van 27 september 2009").

Er zij aan herinnerd dat, overeenkomstig artikel 3:39, § 1, tweede lid, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, de regels van dit Wetboek betreffende de geconsolideerde jaarrekening slechts op de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen van toepassing zijn in de mate dat de Koning er niet van afwijkt. Derhalve gelden alle bepalingen van hoofdstuk 2 van titel I van boek 3 van deel 1 van het Wetboek voor die ondernemingen, behoudens de bepalingen die zijn vastgesteld door het ontwerpbesluit.

Met de wijzigingen worden beperkte doelstellingen nagestreefd. Enerzijds is het de bedoeling de reglementaire normen aan te passen aan de ontwikkeling van het wettelijke kader. Anderzijds wordt voorgesteld een voorwaarde betreffende de vrijstelling van subconsolidatie op te heffen.

Rekening houdend met het feit dat de ontwikkelingen van het wettelijke en regelgevende kader sinds 2009 een aanpassing van de meeste bepalingen van het koninklijk besluit van 27 september 2009 vergen, dat sommige overgangsbepalingen geen bestaansreden meer hebben en dat het aantal artikelen in het koninklijk besluit beperkt is, werd uit wetgevingstechnisch oogpunt ervoor gekozen een nieuw koninklijk besluit op te stellen.

*Algemene beginselen*

Het ontwerpbesluit strekt ertoe de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen die betrekking hebben op de geconsolideerde jaarrekening volledig van toepassing te verklaren op de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen naar Belgisch recht. Deze ondernemingen zullen derhalve onderworpen zijn aan de bepalingen van gemeen recht die opgenomen zijn in de artikelen 3:22 tot en met 3:36 van dit Wetboek.

Er zijn slechts enkele uitzonderingen en bijzonderheden voor verzekerings- en herverzekeringsondernemingen, namelijk:

- het niet van toepassing zijn van artikel 3:25 van het Wetboek, dat een vrijstelling bevat van de verplichting om een geconsolideerde jaarrekening op te stellen voor ondernemingen die deel uitmaken van een groep van beperkte omvang (artikel 2);

- de l'obligation d'établir les comptes consolidés selon les normes IFRS (article 3) ;
- d'une condition relative à la monnaie dans laquelle les comptes consolidés d'un consortium peuvent être établis (article 4) ;

- de la possibilité, pour la Banque nationale de Belgique, d'accorder des dérogations aux dispositions du présent arrêté (article 5).

#### *Adaptation aux évolutions du cadre légal*

L'adaptation des règles comptables aux évolutions du cadre légal tient compte en particulier de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance (ci-après « la loi du 13 mars 2016 ») et du Code des sociétés et des associations, ainsi que de l'organisation du contrôle prudentiel des entreprises d'assurance et de réassurance telle qu'elle découle de la loi du 2 juillet 2010 modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ainsi que la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique, et portant des dispositions diverses. Ces modifications ne concernent que la forme des dispositions en vigueur, et consistent principalement en l'adaptation des références légales et réglementaires.

Pour un commentaire plus détaillé de ces dispositions, il est renvoyé au Rapport au Roi relatif à l'arrêté royal du 27 septembre 2009 (*Moniteur belge* du 7 octobre 2009, p. 66182).

#### *Condition relative à l'exemption de sous-consolidation*

Le projet d'arrêté propose de supprimer la règle, prévue actuellement à l'article 3 de l'arrêté royal du 27 septembre 2009, qui concerne l'exemption de sous-consolidation. La disposition actuelle ajoute une condition supplémentaire aux conditions fixées par l'article 113, § 2, de l'ancien Code des sociétés (actuellement, l'article 3:26, § 2, du Code des sociétés et des associations), à savoir le cautionnement, par l'entrepreneuse, des engagements de l'entreprise exemptée.

Cette condition, qui a été dictée à l'époque par des considérations prudentielles au sens large, ne correspond plus au cadre de contrôle des groupes d'entreprises d'assurance et de réassurance tel qu'il est organisé par la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice, ainsi que par la loi du 13 mars 2016 qui la transpose.

En effet, ces textes ont, d'une part, considérablement renforcé le contrôle des groupes d'entreprises, et en particulier la nécessaire collaboration entre les différents contrôleurs nationaux, et, d'autre part, organisé le contrôle de ces groupes au départ de l'entreprise mère ultime (voir les articles 351 à 357 de la loi du 13 mars 2016).

Du point de vue du contrôle prudentiel, les comptes consolidés établis selon les normes IFRS ont aujourd'hui une valeur ajoutée limitée, compte tenu de l'important volume et de la pertinence accrue des états périodiques prudentiels rapportés à la Banque depuis 2016 en application de la loi du 13 mars 2016. En outre, ces états périodiques sont établis sur des normes d'évaluation qui diffèrent sur des points importants des normes IFRS, notamment en matière de provisions techniques.

L'information aux preneurs d'assurance a, quant à elle, été aussi renforcée par le biais d'exigences de publications qui leur sont spécialement adressées, dans le but de rendre l'information plus accessible (voir notamment les articles 95 et 96 de la loi du 13 mars 2016).

L'obligation que l'entreprise mère soit une entreprise d'assurance ou de réassurance et qu'elle se porte garante des engagements pris par l'entreprise exemptée revient, en réalité, à traiter les filiales belges d'entreprises étrangères comme des succursales de ces mêmes entreprises. Dans les faits, cette condition rend l'exemption difficilement accessible. Étant donné que cette condition supplémentaire est une spécificité belge, les entreprises de droit belge sont, de ce point de vue, soumises à des exigences qui vont au-delà des normes aujourd'hui harmonisées pour leur secteur.

Le fait que l'article 3 de l'arrêté royal du 27 septembre 2009 ne soit pas repris dans le projet d'arrêté ne dispense pas les entreprises d'assurance et de réassurance de droit belge de respecter les autres conditions relatives à l'exemption de sous-consolidation telles qu'elles sont imposées par l'article 3:26 du Code des sociétés et des associations.

Le projet est adapté à l'avis 73.146/1 du 20 mars 2023 du Conseil d'Etat.

- de l'obligation om de geconsolideerde jaarrekening volgens de IFRS-normen op te stellen (artikel 3);

- een voorwaarde met betrekking tot de valuta waarin de geconsolideerde jaarrekening van een consortium kan worden opgesteld (artikel 4);

- de mogelijkheid voor de Nationale Bank van België om afwijkingen van de bepalingen van dit besluit toe te staan (artikel 5).

#### *Aanpassing aan de ontwikkelingen van het wettelijke kader*

De aanpassing van de boekhoudregels aan de ontwikkeling van het wettelijke kader houdt in het bijzonder rekening met de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen (hierna "de wet van 13 maart 2016") en met het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, alsook met de organisatie van het prudentieel toezicht op de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen zoals die voortvloeit uit de wet van 2 juli 2010 tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, en houdende diverse bepalingen. Die wijzigingen betreffen enkel de vorm van de geldende bepalingen, en bestaan hoofdzakelijk uit de aanpassing van de wettelijke en reglementaire verwijzingen.

Voor een uitgebreide inhoudelijke toelichting bij die bepalingen wordt verwezen naar het Verslag van de Koning dat voorafgaat aan het koninklijk besluit van 27 september 2009 (*Belgisch Staatsblad* van 7 oktober 2009, p. 66182).

#### *Voorwaarde betreffende de vrijstelling van subconsolidatie*

Het ontwerpbesluit stelt voor de regel betreffende de vrijstelling van subconsolidatie op te heffen die momenteel is vastgelegd in artikel 3 van het koninklijk besluit van 27 september 2009. De huidige bepaling voegt een extra voorwaarde toe aan de voorwaarden die zijn vastgesteld bij artikel 113, § 2, van het vroegere Wetboek van vennootschappen (momenteel artikel 3:26, § 2, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen), namelijk de borgstelling, door de moederonderneming, van de verplichtingen van de vrijgestelde onderneming.

Deze voorwaarde, die destijds was ingegeven door prudentiële overwegingen in ruime zin, stemt niet meer overeen met het kader van het toezicht op groepen van verzekerings- en herverzekeringsondernemingen zoals het wordt geregeld door Richtlijn 2009/138/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2009 betreffende de toegang tot en uitoefening van het verzekerings- en het herverzekeringsbedrijf en door de wet van 13 maart 2016 die deze richtlijn omzet.

Die teksten hebben immers, enerzijds, het toezicht op de groepen van ondernemingen en met name de noodzakelijke samenwerking tussen de verschillende nationale toezichthouders aanzienlijk versterkt en, anderzijds, het toezicht op die groepen vanuit de uiteindelijke moederonderneming geregeld (zie de artikelen 351 tot 357 van de wet van 13 maart 2016).

Uit het oogpunt van het prudentieel toezicht hebben de volgens de IFRS-normen opgestelde geconsolideerde jaarrekeningen tegenwoordig een geringe toegevoegde waarde, gelet op het grote volume en de toegenomen relevantie van de prudentiële periodieke staten die sinds 2016 aan de Bank worden gerapporteerd krachtens de wet van 13 maart 2016. Bovendien berusten die periodieke staten op beoordelingsstandaarden die op belangrijke punten verschillen van de IFRS-normen, onder meer inzake technische voorzieningen.

De informatieverstrekking aan de verzekeringnemers werd eveneens versterkt aan de hand van speciaal op hen gerichte publicatievereisten, teneinde de informatie toegankelijker te maken (zie onder meer de artikelen 95 en 96 van de wet van 13 maart 2016).

De verplichting dat de moederonderneming een verzekerings- of herverzekeringsonderneming is en dat ze garant staat voor de verplichtingen van de vrijgestelde onderneming komt er, in werkelijkheid, op neer dat de Belgische dochterondernemingen van buitenlandse ondernemingen worden behandeld als bijkantoren van diezelfde ondernemingen. In de praktijk maakt die voorwaarde de vrijstelling moeilijk toegankelijk. Aangezien die extra voorwaarde een specifiek Belgisch kenmerk is, zijn de ondernemingen naar Belgisch recht uit dat oogpunt onderworpen aan vereisten die verder gaan dan de momenteel voor hun sector geharmoniseerde normen.

Het feit dat artikel 3 van het koninklijk besluit van 27 september 2009 niet is opgenomen in het ontwerpbesluit, stelt de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen naar Belgisch recht niet vrij van de verplichting om de andere voorwaarden betreffende de vrijstelling van subconsolidatie na te leven, zoals die worden opgelegd bij artikel 3:26 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Het ontwerp is aangepast aan het advies 73.146/1 van 20 maart 2023 van de Raad van State.

Après la publication de l'arrêté royal au *Moniteur belge*, la Commission européenne et les autres états membres seront notifiés de cet arrêté en vertu de l'article 8 du règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationale.

#### Commentaire des articles

##### Chapitre 1<sup>er</sup>. — *Champ d'application*

###### Article 1<sup>er</sup>

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté en projet reprend le champ d'application prévu par l'arrêté royal du 27 septembre 2009 en adaptant les références légales. Comme auparavant, le projet d'arrêté est applicable aux entreprises d'assurance et de réassurance de droit belge.

##### Chapitre 2. — *Comptes consolidés, rapport de gestion et formalités de publicité*

###### Article 2

L'article 2 en projet reprend en substance les principes de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 septembre 2009 en remplaçant les références à l'ancien Code des sociétés par des références au Code des sociétés et des associations, dont le contenu est identique. Il est renvoyé au commentaire général pour une explication détaillée de ces principes.

###### Article 3

L'article 3 en projet reprend les dispositions de l'article 4 de l'arrêté royal du 27 septembre 2009 en remplaçant la référence à l'article 114 de l'arrêté d'exécution de l'ancien Code des sociétés par une référence à l'article 3:104, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté d'exécution du Code des sociétés et des associations.

Comme c'est le cas pour l'arrêté royal du 27 septembre 2009, la disposition en projet a pour objet d'obliger les entreprises d'assurance et de réassurance de droit belge, qui sont des entreprises mères, à établir leurs comptes consolidés exclusivement selon les normes comptables internationales (normes IFRS) définies par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées selon la procédure prévue à l'article 3 du règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationale. Cette obligation s'applique aux entreprises d'assurance et de réassurance tant cotées que non cotées. L'article 3 en projet fait donc usage de la possibilité prévue à l'article 5 dudit règlement.

###### Article 4

L'article 4 en projet reprend les dispositions de l'article 5 de l'arrêté royal du 27 septembre 2009 en remplaçant la référence à l'article 117, § 2, du Code des sociétés par une référence à l'article 3:30, § 2, du Code des sociétés et des associations, dont l'objet est identique.

Pour rappel, cette disposition prévoit que, dans le cas d'un consortium dont les entreprises membres sont établies dans plusieurs pays, les comptes consolidés peuvent être établis selon les règles et dans la monnaie de l'un de ces pays, à condition que la législation de celui-ci impose de tels comptes consolidés à des fins de surveillance dans ce pays.

##### Chapitre 3. — *Autres dispositions*

###### Article 5

L'article 5 en projet reprend les dispositions de l'article 8 de l'arrêté royal du 27 septembre 2009. Depuis la loi du 2 juillet 2010 modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers et la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique, et portant des dispositions diverses, le contrôle prudentiel des entreprises d'assurance et de réassurance est une des compétences de la Banque nationale de Belgique.

La disposition en projet tient compte de cette modification sans modifier la possibilité pour l'autorité de contrôle prudentiel d'accorder des dérogations aux règles relatives aux comptes consolidés, dans le respect du droit européen applicable.

Na de bekendmaking van het koninklijk besluit in het *Belgisch Staatsblad* zullen de Europese Commissie en de andere lidstaten in kennis worden gesteld van dit besluit op grond van artikel 8 van de verordening (EG) nr. 1606/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 19 juli 2002 betreffende de toepassing van internationale standaarden voor jaarrekeningen.

#### Artikelsgewijze bespreking

##### Hoofdstuk 1. — *Toepassingsgebied*

###### Artikel 1

Artikel 1 van het ontwerpbesluit neemt het in het koninklijk besluit van 27 september 2009 vastgelegde toepassingsgebied over door de wettelijke verwijzingen aan te passen. Net als voorheen is het ontwerpbesluit van toepassing op de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen naar Belgisch recht.

##### Hoofdstuk 2. — *Geconsolideerde jaarrekening, verslag en openbaarmakingsverplichtingen*

###### Artikel 2

In ontwerpartikel 2 worden in essentie de beginselen van artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 september 2009 overgenomen door de verwijzingen naar het vroegere Wetboek van vennootschappen te vervangen door verwijzingen naar het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, waarvan de inhoud gelijk is. Voor een uitvoerige toelichting op deze beginselen wordt verwezen naar de algemene commentaar.

###### Artikel 3

In ontwerpartikel 3 worden de bepalingen van artikel 4 van het koninklijk besluit van 27 september 2009 overgenomen door de verwijzing naar artikel 114 van het uitvoeringsbesluit van het vroegere Wetboek van vennootschappen te vervangen door een verwijzing naar artikel 3:104, § 1, van het uitvoeringsbesluit van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Zoals voor het koninklijk besluit van 27 september 2009 heeft de voorgestelde bepaling tot doel de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen naar Belgisch recht die moederondernemingen zijn, ertoe te verplichten hun geconsolideerde jaarrekening uitsluitend op te stellen volgens de internationale standaarden voor jaarrekeningen (IFRS-normen), als bepaald door de International Accounting Standards Board (IASB) en goedgekeurd volgens de procedure vastgelegd in artikel 3 van Verordening (EG) nr. 1606/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 19 juli 2002 betreffende de toepassing van internationale standaarden voor jaarrekeningen. Die verplichting geldt zowel voor beursgenoteerde als niet-beursgenoteerde verzekerings- en herverzekeringsondernemingen. Het ontwerpartikel 3 maakt aldus gebruik van de mogelijkheid bepaald bij artikel 5 van de voormelde Verordening.

###### Artikel 4

In ontwerpartikel 4 worden de bepalingen van artikel 5 van het koninklijk besluit van 27 september 2009 overgenomen door de verwijzing naar artikel 117, § 2, van het Wetboek van vennootschappen te vervangen door een verwijzing naar artikel 3:30, § 2, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, met hetzelfde voorwerp.

Ter herinnering, deze bepaling houdt in dat voor een consortium waarvan de ertoe behorende ondernemingen in verscheidene landen gevestigd zijn, de geconsolideerde jaarrekeningen kunnen worden opgesteld volgens de regels en in de valuta van een van die landen, op voorwaarde dat de wetgeving van dit land dergelijke geconsolideerde rekeningen oplegt met het oog op het toezicht in dat land.

##### Hoofdstuk 3. — *Overige bepalingen*

###### Artikel 5

In ontwerpartikel 5 worden de bepalingen van artikel 8 van het koninklijk besluit van 27 september 2009 overgenomen. Sinds de wet van 2 juli 2010 tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, en houdende diverse bepalingen, behoort het prudentieel toezicht op de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen tot de bevoegdheden van de Nationale Bank van België.

De ontwerpbevoegdheid houdt rekening met die wijziging zonder de prudentieel toezichthouder de mogelijkheid te ontnemen om, in overeenstemming met het geldende Europese recht, afwijkingen toe te staan op de regels betreffende de geconsolideerde jaarrekening.

Le périmètre de consolidation de certains groupes peut être considéré comme trop petit pour appliquer les normes IAS/IFRS de manière adéquate. Dans de tels cas, la Banque nationale de Belgique peut exceptionnellement permettre d'établir et de publier les comptes consolidés en BE GAAP.

La Banque nationale de Belgique peut aussi permettre, par exemple, que les comptes consolidés soient établis et publiés dans une monnaie plus couramment utilisée dans le secteur des assurances, en plus de la monnaie fonctionnelle utilisée.

Articles 6, 7 et 8

Ces dispositions ont pour objet l'abrogation de l'arrêté royal du 27 septembre 2009, la fixation de la date d'entrée en vigueur du projet d'arrêté et l'article d'exécution.

Étant donné qu'à l'exception de la suppression d'une condition à l'exemption de sous-consolidation, le projet d'arrêté ne modifie pas, quant au fond, les règles applicables en matière de comptes consolidés des entreprises d'assurance et de réassurance, il n'est pas nécessaire de prévoir une période transitoire. Pour éviter toute incertitude à ce propos, l'article 7 en projet précise l'exercice comptable auquel le projet d'arrêté s'appliquera pour la première fois.

Pour des raisons évidentes, les dispositions transitoires de l'arrêté royal du 27 septembre 2009 n'ont pas été reprises dans le projet d'arrêté royal.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,  
Le Ministre de l'Économie,  
P.-Y. DERMAGNE  
Le Ministre de la Justice,  
V. VAN QUICKENBORNE

Conseil d'État  
section de législation

Avis 73.146/1 du 20 mars 2023 sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux comptes consolidés des entreprises d'assurance et de réassurance'

Le 20 février 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de l'Économie à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux comptes consolidés des entreprises d'assurance et de réassurance'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 14 mars 2023. La chambre était composée de Marnix Van Damme, président de chambre, Wouter Pas et Inge Vos, conseillers d'État, Michel Tison, assesseur, et Greet Verberckmoes, greffier.

Le rapport a été présenté par Arne Carton, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Marnix Van Damme, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 mars 2023.

\*

#### PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de modifier le régime en matière de comptes consolidés des entreprises d'assurance et de réassurance de droit belge. Le régime en projet est appelé à se substituer à l'arrêté royal du 27 septembre 2009 'relatif aux comptes consolidés des entreprises d'assurances et des entreprises de réassurances', que l'article 6 du projet vise à abroger.

L'article 1<sup>er</sup> du projet définit le champ d'application de l'arrêté royal en projet. L'article 2 prévoit que les comptes consolidés et le rapport de gestion sur les comptes consolidés des entreprises d'assurance et de réassurance visées à l'article 1<sup>er</sup> sont établis et publiés par l'organe d'administration de l'entreprise conformément aux articles 3:22 à 3:24 et 3:26 à 3:36 du Code des sociétés et des associations, sous réserve des dispositions des articles 3 à 5 de l'arrêté en projet. Les articles 3 et 4 du

De consolidatiekring van bepaalde groepen kan te klein beschouwd zijn om op een gepaste manier de IAS/IFRS-standaard toe te passen. Uitzonderlijk kan de Nationale Bank van België in dergelijke gevallen toestaan dat de geconsolideerde jaarrekening in BE GAAP wordt opgesteld en openbaar gemaakt.

De Nationale Bank van België bijvoorbeeld ook toestaan dat naast de gebruikte functionele valuta, de geconsolideerde rekeningen worden opgesteld en openbaar gemaakt in een voor het verzekeringswezen meer gangbare munt.

Artikelen 6, 7 en 8

Deze bepalingen hebben tot doel het koninklijk besluit van 27 september 2009 op te heffen, en de datum van inwerkingtreding van het ontwerpbesluit en het uitvoeringsartikel vast te stellen.

Aangezien het ontwerpbesluit, met uitzondering van de opheffing van een voorwaarde betreffende de vrijstelling van subconsolidatie, niets wijzigt aan de inhoud van de geldende regels inzake de geconsolideerde jaarrekeningen van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen, is het niet nodig een overgangperiode in te stellen. Om alle onzekerheid hierover te vermijden, wordt in ontwerp-artikel 7 bepaald in welk boekjaar het ontwerpbesluit voor het eerst van toepassing zal zijn.

Om evidente redenen werden de overgangsbepalingen van het koninklijk besluit van 27 september 2009 niet in het ontwerp van koninklijk besluit opgenomen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,  
De Minister van Economie,  
P.-Y. DERMAGNE  
De Minister van Justitie,  
V. VAN QUICKENBORNE

Raad van State  
afdeling Wetgeving

Advies 73.146/1 van 20 maart 2023 over een ontwerp van koninklijk besluit 'op de geconsolideerde jaarrekening van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen'

Op 20 februari 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Economie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'op de geconsolideerde jaarrekening van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 14 maart 2023. De kamer was samengesteld uit Marnix Van Damme, kamervoorzitter, Wouter Pas en Inge Vos, staatsraden, Michel Tison, assessor, en Greet Verberckmoes, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Arne Carton, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Marnix Van Damme, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 maart 2023.

\*

#### STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

1. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt tot het wijzigen van de regeling inzake de geconsolideerde jaarrekeningen van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen naar Belgisch recht. De ontworpen regeling is bestemd om in de plaats te komen van het koninklijk besluit van 27 september 2009 'op de geconsolideerde jaarrekening van de verzekeringsondernemingen en de herverzekeringsondernemingen', waarvan artikel 6 van het ontwerp de opheffing beoogt.

In artikel 1 van het ontwerp wordt het toepassingsgebied van het ontworpen koninklijk besluit vastgesteld. In artikel 2 wordt bepaald dat de geconsolideerde jaarrekening en het jaarverslag over de geconsolideerde jaarrekening van de in artikel 1 bedoelde verzekerings- en herverzekeringsondernemingen worden opgesteld en openbaar gemaakt door het bestuursorgaan van de onderneming, overeenkomstig de artikelen 3:22 tot 3:24 en 3:26 tot 3:36 van het Wetboek van

projet contiennent les modalités relatives aux comptes consolidés. L'article 5 habilite la Banque nationale de Belgique à autoriser des dérogations au régime en projet dans des cas spéciaux.

L'intention est de faire entrer l'arrêté royal en projet en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et de le rendre applicable pour la première fois aux comptes consolidés relatifs à l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ou après cette date (article 7 du projet).

2. Le régime en projet trouve son fondement juridique dans l'article 3:39, § 1<sup>er</sup>, du Code des sociétés et des associations (1), ainsi que dans l'article 199, alinéa 2, 2°, de la loi du 13 mars 2016 'relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance'.

#### EXAMEN DU TEXTE

##### Préambule

3. Compte tenu de l'observation formulée au point 2 à propos du fondement juridique, on écrira, à la fin du deuxième alinéa du préambule du projet, « ..., l'article 3:39, § 1<sup>er</sup> ; ».

4. Le huitième alinéa du préambule vise un accord de la Secrétaire d'État au Budget de date inconnue. Or, il ressort de l'avis de l'Inspection des Finances qu'en l'absence d'impact budgétaire aucun accord budgétaire n'est requis (2). On omettra par conséquent le huitième alinéa du préambule.

##### Article 2

5. Le texte néerlandais de l'article 2 du projet fait mention du « jaarverslag ». En conséquence, mieux vaudrait dès lors remplacer le mot « verslag » par le mot « jaarverslag » dans l'intitulé du chapitre 2, qui précède l'article 2 (3).

##### Article 3

6. L'article 3 du projet renvoie aux « entreprises visées à l'article 2 ». Il est cependant recommandé de renvoyer à la disposition du projet qui définit les entreprises concernées, à savoir l'article 1<sup>er</sup>. Ainsi, la référence est en outre uniformisée avec la référence figurant à l'article 2 du projet, qui mentionne les « entreprises d'assurance et de réassurance visées à l'article 1<sup>er</sup> ». Par conséquent, on remplacera, à l'article 3 du projet, le segment de phrase « les entreprises visées à l'article 2 » par le segment de phrase « les entreprises visées à l'article 1<sup>er</sup> ».

7. Le rapport au Roi mentionne que l'article 3 du projet pourvoit à l'exécution de la possibilité d'imposer l'utilisation de normes comptables internationales, prévue à l'article 5 du règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 'sur l'application des normes comptables internationales'. L'article 8 du règlement précité prévoit que, lorsqu'ils prennent des mesures en vertu de l'article 5 du règlement, les États membres communiquent sans délai ces mesures à la Commission européenne et aux autres États membres. Le délégué a confirmé que la notification à la Commission européenne se fera par les canaux adéquats (4), après la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal en projet. Il faudra bien évidemment veiller à ce que la formalité concernée soit effectivement accomplie.

Le greffier,  
Greet VERBERCKMOES

Le président,  
Marnix VAN DAMME

Notes

(1) Le deuxième alinéa du préambule du projet vise exclusivement l'alinéa 2 de l'article 3:39, § 1<sup>er</sup>, du Code des sociétés et des associations, bien que l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe en question procure lui aussi assurément un fondement juridique à l'arrêté royal en projet. L'article 3:39, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code précité s'énonce en effet comme suit : « Le Roi peut adapter et compléter les règles relatives à l'établissement et à la publicité des comptes consolidés ainsi qu'à l'établissement et la publicité d'un rapport de gestion, et les règles relatives à la forme et au contenu des comptes consolidés qu'il a arrêtées en application de l'article 3:30, selon les branches d'activités ou secteurs économiques ».

vennootschappen en verenigingen, onder voorbehoud van de bepalingen in de artikelen 3 tot en met 5 van het ontworpen besluit. In de artikelen 3 en 4 van het ontwerp zijn nadere regels vervat inzake de geconsolideerde jaarrekening. In artikel 5 wordt de Nationale Bank van België gemachtigd om in bijzondere gevallen afwijkingen van de ontworpen regeling toe te staan.

Het is de bedoeling om het ontworpen koninklijk besluit in werking te laten treden op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en om het voor het eerst van toepassing te maken op de geconsolideerde jaarrekening over het boekjaar dat begint op 1 januari 2023 of na die datum (artikel 7 van het ontwerp).

2. De ontworpen regeling vindt rechtsgrond in artikel 3:39, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen,(1) en in artikel 199, tweede lid, 2°, van de wet van 13 maart 2016 'op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen'.

#### ONDERZOEK VAN DE TEKST

##### Aanhef

3. Rekening houdend met hetgeen onder randnummer 2 wordt opgemerkt met betrekking tot de rechtsgrond, schrijve men aan het einde van het tweede lid van de aanhef van het ontwerp "... artikel 3:39, § 1;".

4. In het achtste lid van de aanhef wordt verwezen naar een akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting van onbekende datum. Het advies van de Inspectie van Financiën doet er evenwel van blijken dat er, bij gebrek aan budgettaire weerslag, geen begrotingsakkoord vereist is.(2) Het achtste lid kan derhalve uit de aanhef worden weggelaten.

##### Artikel 2

5. In de Nederlandse tekst van artikel 2 van het ontwerp wordt melding gemaakt van het "jaarverslag". In overeenstemming hiermee wordt in het opschrift van hoofdstuk 2, dat aan artikel 2 voorafgaat, het woord "verslag" dan ook beter vervangen door het woord "jaarverslag"(3).

##### Artikel 3

6. In artikel 3 van het ontwerp wordt verwezen naar "de in artikel 2 bedoelde ondernemingen". Het verdient evenwel aanbeveling om te verwijzen naar de bepaling in het ontwerp waarin de betrokken ondernemingen worden omschreven, zijnde artikel 1. Op die manier wordt de verwijzing tevens eenvormig gemaakt met de verwijzing die in artikel 2 van het ontwerp voorkomt en waarin melding wordt gemaakt van "de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen, als bedoeld in artikel 1". Men vervange in artikel 3 van het ontwerp derhalve de zinsnede "de in artikel 2 bedoelde ondernemingen" door de zinsnede "de in artikel 1 bedoelde ondernemingen".

7. In het verslag aan de Koning wordt vermeld dat artikel 3 van het ontwerp uitvoering geeft aan de mogelijkheid die wordt geboden door artikel 5 van verordening (EG) nr. 1606/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 19 juli 2002 'betreffende de toepassing van internationale standaarden voor jaarrekeningen' om het gebruik van internationale standaarden voor jaarrekeningen op te leggen. In artikel 8 van de voornoemde verordening wordt bepaald dat, wanneer de lidstaten maatregelen nemen uit hoofde van artikel 5 van de verordening, zij de Europese Commissie en de andere lidstaten daarvan onverwijld in kennis stellen. De gemachtigde bevestigde dat de notificatie aan de Europese Commissie zal gebeuren via de geëigende kanalen(4) na de bekendmaking van het ontworpen koninklijk besluit in het *Belgisch Staatsblad*. Er zal uiteraard moeten worden op toegezien dat het betrokken vormvoorschrift effectief wordt nagekomen.

De griffier,  
Greet VERBERCKMOES

De voorzitter,  
Marnix VAN DAMME

Nota's

(1) In het tweede lid van de aanhef van het ontwerp, wordt uitsluitend gerefererd aan het tweede lid van artikel 3:39, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, alhoewel wel degelijk ook het eerste lid van de betrokken paragraaf rechtsgrond biedt voor het ontworpen koninklijk besluit. Artikel 3:39, § 1, eerste lid, van het voornoemde wetboek luidt immers: "De Koning kan de regels met betrekking tot de opmaak en de openbaarmaking van de geconsolideerde jaarrekening, alsook die met betrekking tot de opmaak en de openbaarmaking van een jaarverslag, en de regels met betrekking tot de vorm en de inhoud van de geconsolideerde jaarrekening die Hij op grond van artikel 3:30 heeft gesteld, aanpassen en aanvullen naar gelang van de bedrijfstakken of economische sectoren."

(2) Voir à ce sujet l'article 32, alinéa 3, de la loi du 22 mai 2003 'portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral'.

(3) Contrairement au texte néerlandais, le texte français mentionne chaque fois le « rapport de gestion ». Il conviendrait de mieux uniformiser les deux textes sur ce point.

(4) Plus particulièrement par l'intermédiaire de l'euro-coordonateur.

(2) Zie in dit verband artikel 32, derde lid, van de wet van 22 mei 2003 'houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat'.

(3) Anders dan wat in de Nederlandse tekst het geval is, wordt in de Franse tekst telkens melding gemaakt van "rapport de gestion". Beide teksten zouden op dit punt meer eenvormig kunnen worden gemaakt.

(4) Meer in het bijzonder via de eurocoördinator.

#### 16 AVRIL 2023. — Arrêté royal relatif aux comptes consolidés des entreprises d'assurance et de réassurance

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le règlement n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales ;

Vu le Code des sociétés et des associations, l'article 3:39, § 1<sup>er</sup> ;

Vu la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance, l'article 199, alinéa 2, 2° ;

Vu l'avis de l'Autorité des Services et Marchés Financiers, donné le 30 août 2022 ;

Vu l'avis du Conseil central de l'économie, donné le 21 septembre 2022 ;

Vu l'avis de la Banque nationale de Belgique, donné le 15 novembre 2022 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 2 février 2023 ;

Vu l'avis 73.146/1 du Conseil d'État, donné le 20 mars 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie et du Ministre de la Justice et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté royal est applicable :

1° aux entreprises d'assurance de droit belge visées à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance ;

2° aux entreprises de réassurance de droit belge visées à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance.

#### CHAPITRE 2. — *Comptes consolidés, rapport de gestion et formalités de publicité*

**Art. 2.** Les comptes consolidés et le rapport de gestion sur les comptes consolidés des entreprises d'assurance et de réassurance visées à l'article 1<sup>er</sup> sont établis et publiés par l'organe d'administration de l'entreprise conformément aux articles 3:22 à 3:24 et 3:26 à 3:36 du Code des sociétés et des associations, sous réserve des dispositions des articles 3 à 5 du présent arrêté.

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 3:104, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations, les entreprises visées à l'article 1<sup>er</sup> sont tenues d'établir leurs comptes consolidés en appliquant l'ensemble des normes comptables internationales définies par l'International Accounting Standards Board qui, à la date de clôture du bilan, ont été adoptées par la Commission européenne en application de l'article 3 du règlement n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales.

**Art. 4.** L'établissement de comptes consolidés, englobant toutes les entreprises formant un consortium ainsi que leurs filiales, selon la législation et dans la monnaie du pays d'une entreprise étrangère, membre du consortium, par application de l'article 3:30, § 2, du Code des sociétés et des associations, n'est admis que si cette entreprise étrangère est en outre une entreprise qui, en vertu de la législation du pays où elle a son siège, est tenue, à des fins de surveillance par les autorités de ce pays, d'établir des comptes consolidés portant sur le consortium.

#### 16 APRIL 2023. — Koninklijk besluit op de geconsolideerde jaarrekening van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Verordening nr. 1606/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 19 juli 2002 betreffende de toepassing van internationale standaarden voor jaarrekeningen;

Gelet op het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, artikel 3:39, § 1;

Gelet op de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen, artikel 199, tweede lid, 2°;

Gelet op het advies van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten, gegeven op 30 augustus 2022;

Gelet op het advies van de Centrale Raad voor het bedrijfsleven, gegeven op 21 september 2022;

Gelet op het advies van de Nationale Bank van België, gegeven op 15 november 2022;

Gelet op het advies van de Inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 2 februari 2023;

Gelet op advies 73.146/1 van de Raad van State, gegeven op 20 maart 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie en de Minister van Justitie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK 1. — *Toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op:

1° de verzekeringsondernemingen naar Belgisch recht bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen;

2° de herverzekeringsondernemingen naar Belgisch recht bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2°, van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen.

#### HOOFDSTUK 2. — *Geconsolideerde jaarrekening, jaarverslag en openbaarmakingsverplichtingen*

**Art. 2.** De geconsolideerde jaarrekening en het jaarverslag over de geconsolideerde jaarrekening van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen, als bedoeld in artikel 1, worden opgesteld en openbaargemaakt door het bestuursorgaan van de onderneming, overeenkomstig de artikelen 3:22 tot 3:24 en 3:26 tot 3:36 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, onder voorbehoud van de bepalingen in de artikelen 3 tot en met 5 van dit besluit.

**Art. 3.** In afwijking van artikel 3:104, § 1, van het koninklijk besluit van 29 april 2019 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, zijn de in artikel 1 bedoelde ondernemingen gehouden hun geconsolideerde jaarrekening op te stellen met toepassing van het geheel van de internationale boekhoudnormen vastgesteld door de International Accounting Standards Board, die op de dag van de afsluiting van de balans aangenomen zijn door de Europese Commissie met toepassing van artikel 3 van de Verordening nr. 1606/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 19 juli 2002 betreffende de toepassing van internationale standaarden voor jaarrekeningen.

**Art. 4.** De opstelling van een geconsolideerde jaarrekening waarin alle ondernemingen worden opgenomen die een consortium vormen, alsook hun dochterondernemingen, volgens de wetgeving en in de nationale munt van een buitenlandse onderneming die tot het consortium behoort, met toepassing van artikel 3:30, § 2, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, is slechts toegestaan wanneer deze buitenlandse onderneming bovendien een onderneming is die, krachtens de wetgeving van het land waar haar zetel is gevestigd, met betrekking tot het consortium een geconsolideerde jaarrekening moet opstellen ten behoeve van het toezicht op de ondernemingen door de autoriteiten van dat land.

CHAPITRE 3. — *Autres dispositions*

**Art. 5.** La Banque nationale de Belgique peut, dans des cas spéciaux, autoriser des dérogations au présent arrêté.

**Art. 6.** L'arrêté royal du 27 septembre 2009 relatif aux comptes consolidés des entreprises d'assurances et des entreprises de réassurances, modifié par l'arrêté royal du 3 mars 2011, est abrogé.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Il s'applique pour la première fois aux comptes consolidés relatifs à l'exercice comptable commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ou après cette date.

**Art. 8.** Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions et le ministre qui a la Justice dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 avril 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
P.-Y. DERMAGNE  
Le Ministre de la Justice,  
V. VAN QUICKENBORNE

HOOFDSTUK 3. — *Overige bepalingen*

**Art. 5.** De Nationale Bank van België kan, in bijzondere gevallen, afwijkingen toestaan van dit besluit.

**Art. 6.** Het koninklijk besluit van 27 september 2009 op de geconsolideerde jaarrekening van de verzekeringsondernemingen en de herverzekeringsondernemingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, wordt opgeheven.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Het is voor het eerst van toepassing op de geconsolideerde jaarrekening over het boekjaar dat begint op 1 januari 2023 of na die datum.

**Art. 8.** De minister bevoegd voor Economie en de minister bevoegd voor Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 april 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
P.-Y. DERMAGNE  
De Minister van Justitie,  
V. VAN QUICKENBORNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2023/30635]

18 AVRIL 2023. — Arrêté royal relatif aux exigences en matière de localisation concernant les réseaux 5G

## RAPPORT AU ROI

Sire,

## GÉNÉRALITÉS

L'arrêté qui est soumis à Votre signature a pour objectif d'exécuter l'article 105, § 8, alinéas 2 et 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « loi du 13 juin 2005 »), tel qu'il a été inséré dans cette loi par la loi du 17 février 2022 modifiant diverses dispositions en matière de communications électroniques en vue d'introduire des mesures de sécurité supplémentaires pour la fourniture de services mobiles 5G.

Le présent arrêté exécute l'article 105, § 8, alinéa 2, de la loi du 13 juin 2005 en imposant les règles nécessaires pour qu'un MNO qui fournit des services de communications électroniques en Belgique au moyen d'un réseau 5G effectue sur le territoire de l'Union européenne les activités indispensables au fonctionnement, à la sécurité et à la continuité de ce réseau. Conformément à ce même article, il est également tenu compte à cet effet des intérêts visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

En outre, le présent arrêté exécute l'article 105, § 8, alinéa 3, de la loi du 13 juin 2005, dès lors que les exigences et les règles prévues dans le présent arrêté sont applicables aux full MVNO qui fournissent des services 5G et aux exploitants concernés d'un réseau 5G privé.

L'avis du Conseil d'Etat a été suivi.

## COMMENTAIRE ARTICLE PAR ARTICLE

Article 1<sup>er</sup>

1° « Réseau 5G »

Cette définition n'appelle pas de commentaire.

2° « Eléments du cœur du réseau 5G »

Cette définition est nécessaire afin de comprendre la notion de full MVNO (cf. infra).

3° « Service 5G »

Cette définition n'appelle pas de commentaire.

4° « MNO »

Cette définition n'appelle pas de commentaires.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2023/30635]

18 APRIL 2023. — Koninklijk besluit betreffende de eisen inzake lokalisatie wat de 5G-netwerken betreft

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

## ALGEMEEN

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd heeft tot doel uitvoering te geven aan artikel 105, § 8, tweede en derde lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "wet van 13 juni 2005"), zoals het is ingevoegd in deze wet door de wet van 17 februari 2022 tot wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie met het oog op de invoering van bijkomende veiligheidsmaatregelen voor de verstrekking van mobiele 5G-diensten.

Het onderhavige besluit geeft uitvoering aan artikel 105, § 8, tweede lid, van de wet van 13 juni 2005 door de noodzakelijke regels op te leggen opdat een MNO, die in België elektronische-communicatiediensten aanbiedt met behulp van een 5G-netwerk, de activiteiten die absoluut noodzakelijk zijn voor de werking, de veiligheid en de continuïteit van dat netwerk uitoefent op het grondgebied van de Europese Unie. Zoals voorgeschreven door datzelfde artikel wordt er ook hierbij rekening gehouden met de belangen waarvan sprake in artikel 3, § 1, van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmaatregelen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

Bovendien geeft het onderhavige besluit uitvoering aan artikel 105, § 8, derde lid, van de wet van 13 juni 2005 aangezien de in het onderhavige besluit vastgestelde eisen en regels van toepassing zijn op de full MVNO's die 5G-diensten aanbieden en op de betrokken exploitanten van een privaat 5G-netwerk.

Het advies van de Raad van State werd gevolgd.

## ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

## Artikel 1

1° "5G-netwerk"

Deze definitie behoeft geen commentaar.

2° "Elementen van het 5G-kernnetwerk"

Deze definitie is noodzakelijk om het begrip "full MVNO" te begrijpen (zie verder).

3° "5G-dienst"

Deze definitie behoeft geen commentaar.

4° "MNO"

Deze definitie behoeft geen commentaar.